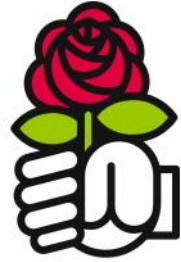


L'ACTION

s é v r i e n n e

RÉENCHANTER LE RÊVE FRANÇAIS



N° 312 Janvier 2012 - 2 €

LA FRANCE A BESOIN DE CHANGEMENT

« La promesse républicaine veut que la génération qui vient vive mieux que la précédente. Cette promesse républicaine est bafouée aujourd'hui. »

Le rêve français que je veux réaliser avec vous redonnera tout son sens, toute sa force à cette promesse républicaine. »

François Hollande

Les grandes lignes du programme de François Hollande

Redresser le pays et son économie : La sortie de la crise ne peut se faire que par un effort partagé : les revenus du patrimoine contribueront à parité avec les revenus du travail à l'effort collectif nécessaire pour redresser les comptes. La sortie de la crise passe par le redémarrage de l'économie. Les investissements productifs seront fiscalement encouragés, pour enclencher la ré-industrialisation du pays.



Relancer une Europe de croissance : l'Europe sera redynamisée autour du noyau des pays fondateurs.

Priorité à la jeunesse : la jeunesse est notre avenir. Le rôle de l'Education nationale sera redéfini et ses moyens seront renforcés. Le statut des étudiants stagiaires sera formalisé. Le contrat de génération permettra l'insertion des jeunes dans l'entreprise.

Produire mieux : l'Europe se protègera, non pas de la mondialisation qui est un fait, mais de la concurrence anormale des pays dont la monnaie est artificiellement sous-évaluée et dont les normes sociales et écologiques ne sont pas acceptables. Le juste échange doit impliquer la juste concurrence.

La République exemplaire : fin du cumul des mandats et statut pénal du chef de l'Etat seront les deux premières réformes mises en œuvre.

La France va mal. Notre pays est une nouvelle fois en récession. Partout l'emploi recule. Partout le chômage progresse. Toutes catégories confondues, la France compte aujourd'hui plus de 5 millions de chômeurs. Les jeunes sont les plus touchés et désespèrent.

Certes, la crise est là. Mais, dans la situation actuelle, la responsabilité du Président de la République sortant est immense. Par idéologie, il s'est obstiné tout au long de son mandat à mener une politique dont la seule ligne directrice a été de servir les plus riches plutôt que l'intérêt du pays. Il a ainsi poussé, non seulement les inégalités, mais aussi les déficits publics à des niveaux jamais atteints.

François Hollande, fort de la légitimité que lui a conférée sa désignation à une large majorité lors d'une élection primaire ouverte à tous les citoyens, portera, lors de l'élection présidentielle, les espoirs des millions de Français accablés ou révoltés par cette politique d'injustice sociale.

Faisons le voeu que toute la gauche se rassemble autour de lui et ne rate pas son rendez-vous avec l'Histoire, comme il y a dix ans. Elle n'en a pas le droit. La France a besoin de changement pour retrouver la confiance et croire de nouveau en l'avenir. En son avenir.

Bonne et heureuse année 2012 à toutes et à tous !

A lire

p.2 Danielle Mitterrand, une conscience irréductible

p.3 Casse sociale

p.4 L'austérité n'est pas la bonne réponse

DANIELLE MITTERRAND, UNE CONSCIENCE IRRÉDUCTIBLE

Danielle Mitterrand s'est éteinte le 22 novembre dernier à l'âge de 87 ans.

Fille d'un couple d'enseignants de gauche, elle avait appris très tôt à résister au nazisme ; son père, principal de collège, ayant refusé d'établir la liste des élèves et des professeurs juifs de son établissement, fut suspendu sans traitement. C'est dans leur maison de Cluny que ses parents cachèrent le couple Henri Frenay-Bertie Albrecht.

Elle a partagé la vie et les combats politiques de son mari. En même temps, elle affirme ses propres opinions de tiers-mondiste et d'altermondialiste, qui se concrétisent en 1986 par la création de sa fondation FRANCE-LIBERTES. Michel Joly actuel président de la fondation, a déclaré à ses obsèques : « Pour François Mitterrand, Danielle n'était pas une caution,



mais une conscience irréductible

Elle deviendra « *le cauchemar des ambassades, la bête noire du Quai d'Orsay, un enfer pavé de bonnes intentions pour les conseillers du Palais.* » (Le Monde). Elle s'est particulièrement attachée à la défense de la cause des Kurdes. Elle n'a

jamais accompagné le Président au Maroc, parce qu'elle n'acceptait pas la politique du roi Hassan 2.

Les obsèques de Danielle Mitterrand ont eu lieu à Cluny, berceau de sa famille. Les Parisiens qui n'ont pu s'y rendre se sont rassemblés sur le Pont des Arts, où des centaines de roses avaient été entrelacées dans le parapet grillagé, tandis que des ballons rouges étaient lâchés dans le ciel.

**Vous êtes invités par les socialistes de Sèvres
à parler ensemble de la campagne des pré-sidentielles 2012 autour d'un pot convivial,**

**le samedi 21 janvier à 17 heures
au local du PS,
2 rue Lecointre à Sèvres.**

**REJOIGNEZ LE PARTI SOCIALISTE
SECTION DE SÈVRES - VILLE D'AVRAY**
Jacques Blandin, secrétaire de section
Permanence le samedi matin
au local de la section :
2 rue Lecointre - 92310 Sèvres

Abonnement à *L'Action sévrière* : par chèque (20 euros - 9 numéros - 1an)
à adresser à Pierrette Lafue,
11 place d'Orion, 92360 Meudon la Forêt

Email: actionsevriere@free.fr

Site web: partisocialiste-sevres.org

L'ACTION SÉVRIENNE

Journal socialiste de Sèvres

Directeur de la publication

Patrick Pétour

CPPP 10091

Comité de rédaction

Jacques Blandin

Catherine Cyrot

Frédéric Durdux

Isabelle Deak-Mikol

Pierrette Lafue

Geneviève Maquart

CASSE SOCIALE

Les inégalités en France se creusent, 8,5 millions de personnes (soit 13,5 % de la population française) vivent en 2009 avec moins de 954 euros par mois et la moitié d'entre elles disposait de moins de 773 euros. Ces chiffres traduisent bien la réalité vécue par les associations de lutte contre l'exclusion : il y a de plus en plus de pauvres et ils sont de plus en plus pauvres. Dans le même temps, le revenu des 10 % les plus aisés continue d'augmenter.

Le gouvernement a choisi de stigmatiser les plus démunis en lançant la lutte contre la fraude aux prestations sociales. C'est un argument démagogique, car cette fraude ne représente que 1 % des prestations sociales versées, montant sans commune mesure avec celui de l'évasion fiscale qui concerne en particulier les entreprises multinationales et les gros patrimoines. Dans la France de Sarkozy « *plus on est riche, plus on a les moyens de réduire ses impôts* » (Alternatives économiques).

Le plan de rigueur du gouvernement touche d'abord les ménages moyens et modestes : augmentation des taxes sur les mutuelles, de la contribution sociale généralisée (CSG), de la TVA sur les produits de première nécessité, gel des prestations sociales. Il ressemble plus à un catalogue d'expédients qu'à une vision politique cohérente.

L'engagement de François Hollande :

« Aucune population ne doit être condamnée à la pauvreté. La solidarité sera l'objet d'un contrat entre l'Etat, les collectivités territoriales, les associations et les entreprises de l'économie sociale et solidaire ».

Trois mesures phares :

- Le pourcentage de logements sociaux prévu dans la loi SRU, actuellement à 20 %, sera porté à 25 %.
- Les loyers seront encadrés et, s'il le faut, dans certains cas bloqués.
- La CMU (Couverture Maladie Universelle), limitée aujourd'hui par les franchises et les forfaits, sera rétablie à 100 %.

RÉDUIRE LES INÉGALITÉS DE REVENUS C'EST POSSIBLE



Forte mobilisation au Relais sévrier



Relais sévrier

« Une épicerie de solidarité pour diminuer le gaspillage et aider temporairement une partie de la population qui vit de plus en plus dans la précarité ».

Plus de 80 familles sont accueillies au Relais sévrier chaque semaine pour acheter des produits de première nécessité et partager un moment de convivialité.

Fin novembre 2011, la collecte de la banque alimentaire a mobilisé plus de 100 personnes sur deux jours à Sèvres et Ville d'Avray et a permis de recueillir presque 9 tonnes de denrées alimentaires.

L'AUSTÉRITÉ N'EST PAS LA BONNE RÉPONSE À LA CRISE DE LA DETTE

Plan de rigueur Fillion 1 fin août, plan de rigueur Fillion 2 fin novembre, coupes sombres depuis 2007 dans les effectifs de la fonction publique avec une réduction sans précédent des moyens de l'éducation nationale ; soumis aux exigences des conservateurs allemands qui refusent toute solidarité européenne face à la crise des dettes souveraines (dettes des Etats), le Président de la République emmène la France dans le mur. A force d'austérité, l'économie française est en effet une nouvelle fois en récession. Cette politique absurde ne contribue en rien à réduire les déficits, puisque la dette de la France est désormais proche de 90% du PIB. Elle n'empêchera pas la dégradation de la note de la France et la montée des taux d'intérêt qui alourdiront encore la charge de la dette de l'Etat tout en étouffant l'investissement des entreprises et la consommation des ménages, moteurs de l'économie.

LE REDRESSEMENT DES FINANCES DE LA FRANCE PASSE PAR LA CROISSANCE

Contrairement aux mensonges de la droite, François Hollande est déterminé à rétablir les comptes de la France. « *Si je suis élu président de la République je ferai voter une loi de programmation des finances pu-*



bliques extrêmement précise sur le retour de l'équilibre de nos comptes à la fin de 2017. Je prendrai cet engagement à la fois devant nos partenaires européens et devant les Français ».

Mais ce rétablissement ne pourra se faire qu'à plusieurs conditions, comme il l'a rappelé à maintes reprises.

Il faudra renégocier le projet de traité intergouvernemental adopté début décembre qui n'apporte pas "la bonne réponse" à la crise des dettes souveraines. Ce traité n'est d'aucune efficacité contre les marchés. Pour les dissuader de s'attaquer aux Etats les plus endettés, il faut mutualiser les dettes souveraines par des euro-obligations et permettre à la Banque centrale européenne d'intervenir pour soutenir les Etats en difficulté.

Pour sortir de la crise, il faudra surtout de la croissance. Et la croissance passe par l'industrie. La France doit rester une grande nation industrielle. « *La grande bataille de demain est celle qui doit nous rendre meilleurs dans la compétition mondiale. Pour cela, la France a besoin de grandes filières industrielles d'avenir et d'un nouveau pacte productif reposant sur l'investissement, la connaissance, la recherche et la formation* ».

La droite, c'est la dette

Depuis dix ans, la droite a multiplié la dette par trois, par une politique qui ne profite qu'à une minorité de nos concitoyens les plus aisés. La crise est là, mais la responsabilité est surtout celle de M. Sarkozy. Faute d'avoir le courage de revenir sur 75 milliards de cadeaux fiscaux, le gouvernement impose au pays une cure d'austérité brutale et injuste, désastreuse économiquement et financièrement inefficace. Tous les Français s'en trouvent pénalisés.

LA DROITE, C'EST LA DETTE

Réduire la dette, c'est possible : la gauche l'a déjà fait

